

le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Pour les flics pour la guerre

Voici le mois de juillet qui nous apporte, avec la commémoration du centenaire des « Trois Glorieuses », la fameuse panacée baptisée « les assurances sociales ».

A partir du premier du mois, les ouvriers, immatriculés, ont dû effectuer leur versement dans les caisses de l'Etat. Toutes facilités leur ont été accordées. On peut soucrire sans frais dans tous les bureaux de poste.

Ah ! que le régime démocratique nous paraît beau ! Combien la munificence de nos gouvernements nous semble providentielle ! Désormais, le travailleur qui sera malade touchera (?) 75 % de son salaire. N'y a-t-il pas de quoi être fier d'être né sous le ciel de France qui, grâce à Pierre Laval, nous a nantis d'une loi aussi philanthropique ?

En vérité, jamais on ne s'est moqué du pauvre bougre avec une impudence pareille. Jamais encore on ne vit pareil concert laudatif pour une escroquerie morale portée à un degré inaccessible.

« Versez votre obole pour les pauvres de la paroisse », entendait-on au bon vieux temps du règne des cafards. L'antienne a varié quant au destinataire, mais c'est toujours la même péroration : « Aboulez votre peze ! » comme dirait le vieux père Peinard.

Après vous verrez ce qu'il en adviendra.

Imbéciles ! Vous avez cru réellement que le capitalisme, ému de votre sort lamentable, s'était préoccupé de réparer en partie l'injustice de votre situation ! Vous avez pensé que devant les organisations ouvrières dressées (?) pour la revendication d'un meilleur devenir, les forbans de l'industrie du commerce et de la finance avaient lâché un morceau de leur trésor pour vous « assurer » un peu d'aumône aux jours de chômage et de maladie ?

Naïfs, que vous êtes ! Vous n'avez donc pas compris tout le hideux machiavélisme d'un système qui, sous prétexte de compatir aux malheurs du peuple, n'est que la mise en tutelle intégrale du peuple par la police et l'armée ?

Vous ne vous êtes donc pas aperçus que, en laissant se commettre cette malhonnêteté, vous avez signé un bail quasi perpétuel avec les matraqueurs de Chiappe et avec les fabricants de gaz asphyxiants ?

Donnez vos sous, l'Etat vous les rendra sous forme d'engins de morture. Les billets que vous verserez dans les caisses — même mutuelles — se mueront comme par enchantement en obus, en bombes — et, au besoin, en fics qui viendront vous casser la figure si vous vous opposez aux desseins criminels de vos maîtres.

75 % en cas de maladie ! — N'est-ce pas là quelque chose qui suffit, à elle seule, à légitimer la loi ?

Eh bien ! ô admirateurs bêats d'une législation hypocrite, raisonnons un peu sur le mécanisme de cette loi.

On nous a chanté sur tous les tons que, désormais, une crise de chômage pourra sevrir, qu'une épidémie pourra creuser ses ravages : la population ouvrière sera assistée non plus par les bureaux de l'Assistance publique, mais par l'organisme dûment constitué de la société mutuelle d'assurances sociales.

C'est très bien. Seulement, il y a une ombre au tableau. Admettons un instant que vous adhérez à la mutuelle cégetiste « Le Travail ». Mais vous êtes militant actif qui, pour raison de propagande, avez été moultes fois rancroyé de votre emploi. Que se passera-t-il ?

Oh ! bien sûr, à votre « mutuelle » on ne vous fera pas grief d'être un revendicateur. Mais votre patron aura une feuille à sa disposition sur laquelle seront indiquées les maisons dans lesquelles vous aurez travaillé — et on saura, grâce à l'office de renseignements, pourquoi vous avez quitté vos dignes employeurs.

C'est, on l'avouera, un mouchardage organisé de main de maître — et le plus navrant, c'est que les futurs mouchardés acquiescent d'une façon évidemment à ce système qui, depuis les fameux livrets de travail », n'a jamais été égalé.

En vérité, on prépare activement une guerre. On ne peut plus, maintenant,

Ainsi parla M. Pasquier

D'un des articles publiés récemment dans le *Matin* sur la question de l'Indochine par M. Léo Gerville-Réache, nous détachons le passage qu'on lira ci-dessous.

Il est à noter que ce passage suit quasi immédiatement d'autres considérations où l'auteur reconnaît, entre autres, que l'on « alourdit abusivement les charges budgétaires » qui pèsent sur la « riche Indochine » que le fonctionnalisme colonial n'a guère contribué le plus souvent à rehausser aux yeux des indigènes le prestige français », que le petit fonctionnaire de la brousse » connaît quelques abus, « grisés par cet excès de puissance qui lui vient moins encore de l'importance de sa charge que de sa qualité d'Européen ».

Après quelques critiques plus ou moins fondées sur les programmes des mécontents et des révoltés, M. Gerville-Réache écrit ceci et qui ne manque pas d'une certaine saveur, après le rôle éminent joué ces temps derniers par le bourreau et la fusillade dans l'œuvre de « civilisation » et de « pacification » entreprise.

Et voici que me reviennent en mémoire les paroles que prononçait le gouverneur général Pasquier, le lendemain du jour où avec énergie mais humanité, il maîtrisait sans plus ample effusion de sang les éléments troubles de la révolte. M'ayant fait saisir l'inutilité, la puérilité de tant de prétextes invoqués par ces Annamites de qui les siècles n'ont point modifié l'âme tourmentée du rebelle, il ajoutait alors :

— Il faut le dire nettement, quels que soient les nouveaux droits que nous leur accorderons, ils seront tenus pour rien et ne nous assureront nullement de l'attachement de ce peuple. Nous avons, par contre des droits sur l'Annamite. Ils sont nés du bien que nous leur avons fait. S'ils nient aujourd'hui que ces biens puissent être génératrices de devoirs à notre égard, il n'en importe. Le problème est plus haut, et on ne mendie par un geste de gratitude, quand on est la France. On poursuit sa mission humaine, généreuse. Les sentiments des indigènes à notre égard, quels qu'ils soient, ne peuvent interrompre ni prescrire notre libéralisme. Notre devoir de tutelle, notre devoir social, nous l'avons rempli avec honneur. Nous poursuivrons notre tâche. Et, sans qu'on puisse attendre désormais de nous nulle promesse, cette tâche nous la réaliserons par la force si par malheur la persuasion n'y suffisait.

Ainsi parla M. Pasquier.

Ce discours n'a pas été imaginé par quelque ironiste sarcastique. Ce libéralisme qui recourt à la force lorsque la persuasion ne suffit à assurer l'obéissance disciplinée, ces exploits sur lesquels on prétend avoir des droits, en vertu du prétendu bien qu'on leur aurait fait et dont on entend leur imposer la prolongation, « quels que soient leurs sentiments » à ce sujet, cette gratitude que l'on s'indigne de ne pas rencontrer chez ceux que l'on a assujetti, tout cela, ce ne sont point des fantaisies amères. C'est l'autentique langage d'un potentat colonial. C'est le langage de tous les gouvernements.

Ingrats Annamites, qui ne veulent point s'estimer heureux après tout ce que l'on a fait pour eux ! On les y obligera bien. Ni le bagne, ni la peine de mort n'ont été inventés pour rien.

Tous les gouvernements, tous les gouvernements estiment qu'ils ont ainsi le « droit » d'imposer qu'on les aime et de châtier qui manque à ce premier des devoirs.

Dans le domaine colonial, on applique ces délicieux principes sans le moindre ménagement. Dans le domaine colonial, comme dans le temps de guerre, l'Etat suit sa bonne nature et va jusqu'au bout de sa logique. Ou bien encore, dans les grandes crises, lorsqu'il se croit menacé. Ah ! tu n'admireras pas le gouvernement du tsar, ou des bolcheviks, ou des jacobins ou du fascisme, à mort !

Aime-moi ou je te tue !

Dans quelle mesure les gouvernements sont-ils sincères ou hypocrites en se proclamant indispensables au « bonheur » de leurs sujets et qualifiés pour leur imposer ce « bonheur », avec la collaboration du bourreau, du geôlier et du soldat ? Dans quelle mesure confondent-ils quelques satisfactions personnelles assez réduites avec la félicité universelle ? A côté de toutes les considérations de classe, de caste, d'éducation que l'on voudra, il y a, entre certainement une psychose, une folie autoritaire spéciale qui exige non seulement d'être saluée, mais encore d'être admirée.

M. Pasquier a parlé comme ils parlent et pensent tous.

EPSILON.

Lire en deuxième page :

La question agraire
par GEORGES BASTIEN

UN GOUVERNANT A LA PAGE

Tardieu ou l'optimiste

Pour faire un *ministrable*, il faut avoir du foie et de l'estomac, aussi du poumon, Tardieu, André Tardieu, comme disent les donzelles du journalisme, ne manque d'aucun de ces organes. L'antique carabin Clemenceau l'avait distingué et le vieux pougre s'y entendait !

Ce n'est qu'un jeu de maquinonner une circonscription frontière. Belfort s'offrit à Tardieu, comme Narbonne à Blum, le blackboule du Père-Lachaise, comme Nantua à Painlevé, le blackboule des Halles, comme la Martinique à Ludovic-Oscar Frossard, comme Carmaux s'est offert à Paul, trait d'union Boncour, avocat monégasque, et La Guyane à Lautier, chenapan de plume.

L'avènement de Tardieu n'a donc pour lui-même rien de très normal, de très dans la ligne démocratique. Avec Tardieu le journalisme d'affaires a rompu ses liens. Il a mis la main sur les *lettres de commande*. Ceci est un événement symptomatique.

Jusqu'alors, les avocats, les médecins, les professeurs hors chaire pouvaient se croire prédestinés au rôle de chef d'Etat. Mais voici Tardieu..., et quel homme qui soit au physique et au moral plus adapté à des fonctions consulaires en un régime de basse sclérotésie, au service des publicains et des malfatrices ?

Tardieu enfonce ses prédecesseurs, tous sans exception. Il éclate jusqu'à Briand, qui fait figure de vieil homme, Tenant de Clemenceau cette confiance majeure en la force prétoriennne et policière, qui fait pousser à Dame Chiappe un gloussement admiratif, il doit à Poincaré une prudence calculatrice, qui, dans un milieu aussi borné qu'un parlement, suffit à donner l'illusion de la « largeur de vues ».

Les aventuriers que l'insanité de leurs contemporains hisse au pouvoir ont chacun leur manière. La manière personnelle de Tardieu est la *bonne humeur* ! On obtient tout avec de la bonne humeur, à la condition qu'elle s'appuie sur quelque chose de substantiel. Or, qu'y a-t-il de plus substantiel qu'un budget de 50 milliards ? Un budget qui s'inspire d'un si bel esprit de démocratie, qu'il tient à la disposition du cuisinier en chef une cassette spéciale, une cassette secrète dans laquelle il peut puiser des millions sans avoir à en justifier l'emploi !

La bonne humeur d'André Tardieu est une bonne humeur fonds-sécrétaire. On peut avoir le sourire quand on sait qu'en y mettant le prix on achète toutes les consciences que l'on voudra, on s'attacherà des appuis précieux là où l'on voudra, surtout — et Tardieu n'a pas manqué — si l'on a eu soin de se mettre à table en bonne et nombreuse compagnie !

Tardieu préside le plus grand ministère, en largeur, que la République ait entendu depuis sa création. Il n'a eu qu'à s'affirmer pour voir accourir de droite et de gauche, des ministres et sous-ministres, dont la philosophie, identique à la sienne, se résume en ceci : « Profitons de l'heure qui passe ! Ne laissons pas passer l'occasion qui se présente ! »

Si Tardieu avait voulu il eut confectionné un ministère de cinq cents membres. Il faut lui savoir gré de s'être arrêté à trente-quatre !

Flanqué d'une telle équipe, le gaillard se sent solide. On ne le déboulonnera pas facilement. Il aura toujours avec lui le « parti du ventre » ! Les terribles jeux de couloirs, les redoutables intrigues des groupes, la cuisine empoisonnée des grandes commissions — terreur de Poincaré ! — il s'en moque ! Sa bonne humeur plane au-dessus de ces machinations. Il sait que sa stabilité c'est l'Exterior qui lui procure.

La supériorité de la démocratie sur les régimes de dictature avouée, est d'obtenir par la corruption ce que ces derniers obtiennent par la coercition. Et le jour où une équipe gouvernementale peut disposer pour sa publicité, des cinq ou six mastodontes qui font l'opinion, ce jour-là, le chef d'équipe peut se dire, avec optimisme : « Je tiendrai ! »

Tardieu tiendra. Jamais gouvernant, pas même Poincaré, ne bénéficiera d'une opinion aussi favorablement standardisée. Depuis les grands fœdus de Presse, jus-

qu'à des vilains mal débarbouillés comme ce Dubarry de la *Volonté*, comme ce parfumeur Côté, comme ce Buré de l'*Ordre* et ce Tatave de la *Victoire*, une vieille connaissance à nous, jamais on ne vit domestiquer aussi empressée à chanter la louange de l'homme qui tient « les leviers de commande », et aussi unanime à faire le silence sur les événements dont la divulgation susciterait des ennuis.

Tant d'éccurante servilité suppose un intarissable pactole fonds-sécrétaire.

D'immondes affiches qui salissent les murs de Paris en ce moment, ont la même origine fonds-sécrétaire. C'est l'électeur, c'est le contribuable qui paie en dernier ressort la louange d'un Tardieu ! La démocratie n'en fera jamais d'autres ! Le peuple se saigne aux quatre veines pour subvenir au train de maison infernal de l'Etat, et ses gouvernements lui retournent, sous forme d'excrément, ce qui a été une parcelle de son pain, une goutte de son sang !

« Nous sommes dans l'incohérence, restons-y » était la devise de Clemenceau. « Nous sommes dans la boue, enfouis-nous-y davantage », telle est bien la philosophie de l'optimiste. Après nous, on verra ce que l'on verra.

Et dire que les Pères de l'Eglise républicaines : les Pelletan, les Ranc, les Brisson... osaient à peine avouer les fonds secrets et en annonçant la suppression sans cependant avoir la force de l'obtenir ! (Briand fut un de leurs soutiens les plus acharnés de la première heure). La face restait sauve : on n'avouait pas ! Ce fonds secret gouvernemental demeure fléri. C'était une tare que l'on tenait à cacher.

Nous avons fait du chemin depuis les premières lâchetés qui, de chute en chute, nous ont conduits à Tardieu.

Les fonds secrets ! Les lois scélétales ! L'inquisition policière et judiciaire ! réalisités abominables que la République bourgeoise, en se décomposant, livre au regard !

Qu'elle achève donc de se liquéfier, et au plus vite !

RHILLON.

" Le Libertaire " en correctionnelle

Nos camarades Epsilon et Ribeyron étaient convoqués à nouveau mercredi devant les juges de la 13^e Chambre.

Nous donnerons, dans notre prochain numéro, le compte rendu de cette audience où a été fait le procès du sinistre Clemenceau.

Pour Basile

Dans le bulletin qu'édite Jean Grave, Dauphin-Meunier vient de publier le dernier Congrès de l'Union anarchiste, un compte rendu qui n'est qu'un tissu de mensonges et de calomnies.

Les injures ne prouvent rien. L'opinion que peut avoir un Dauphin-Meunier sur des militants qu'il traite allégrement de rebuts de « notre » mouvement n'a évidemment aucune importance.

Il est toutefois symbolique que ce soit justement dans l'organe d'un de ceux qui, par leur lâche complicité avec les assassins de 1914 devraient être et sont réellement au rebut de tous les vrais anarchistes, il est symbolique que des hommes qui n'ont d'autre ambition que de servir la propagande se trouvent vilipendés.

Et il serait peut-être intéressant de savoir pour quelles fins Dauphin-Meunier s'emploie à approfondir entre les militants de l'U.A.C.R. qui ont tous accepté les décisions du dernier Congrès, un fossé que nous cherchons tous, au contraire, à combler.

DIMANCHE 13 JUILLET Grande balade champêtre

organisée par le Groupe Régional de Bezons
dans l'île de Bougival

GRANDE TOMBOLA

au bénéfice de « L'Entraide » et du « Libertaire »

Partie de Concert avec le concours de

LOREAL et des artistes de la MUSE ROUGE

Allocution de SEBASTIEN FAURE

Jeux divers pour les petits et les grands.

Ravitaillement en boisson par les camarades du Groupe Régional

Moyens de communication : Prendre le tram, 58 à la porte Maillot, descendre au pont de Bougival. Traverser le pont, tourner à droite et suivre la Seine jusqu'au lieu de la fête.

La question agraire

On me permettra, une fois de plus, de développer et compléter la brève étude esquissée dans trois articles précédents sur les classes sociales. Nous jetterons, cette fois-ci, un bref regard sur le monde de l'agriculture.

C'est surtout dans ce domaine que la question est de nature à nous faire longuement réfléchir et à ne pas adopter des solutions trop simplistes, trop « faciles ».

Presque tous les congrès des grands partis politiques ont dû, ces derniers temps, s'occuper de la question agraire. Nous savons que c'est dans l'unique but de rechercher la meilleure attitude à tenir pour recruter une nombreuse clientèle électorale, mais le fait que l'on recherche cette meilleure attitude avec obstination prouve l'importance du monde agricole.

Jusqu'à ces dernières années, à part quelques exceptions, c'était uniquement ou presque dans le prolétariat industriel ou commercial que les groupements d'avant-garde ou se disant tels, tentaient de recruter leurs adhérents. La population des campagnes était un peu comme une nation étrangère que l'on côtoyait journalement mais qu'on connaissait et Pétrrait peu.

La lutte des classes se présentait surtout comme le conflit perpétuel et jamais résolu — et impossible à résoudre — entre les ouvriers et leurs patrons. Le financier, l'homme d'affaires, n'apparaît que depuis bien peu de temps comme un parasite monstrueux et affameur, digne d'être comparé à l'exploiteur, souvent plus avide et dangereux pour le bien-être du peuple.

En faisant rendre gorge à ces exploitants, on pensait résoudre, sinon tout, du moins les principales parties de la question sociale.

Nous avons vu précédemment, que le problème n'était pas aussi simple, qu'il y avait une nombreuse « classe moyenne », les commerçants, artisans, etc...

Nous avons également vu, ce qui était plus grave pour l'avenir, qu'une caste assez conséquente, qui se dit « intellectuelle », servait actuellement de tampon entre l'exploité et l'exploiteur, constituait le gigantesque machinisme de l'Etat, et aspirait à devenir le quatrième Etat, la nouvelle bourgeoisie, quand elle aurait, avec l'aide du peuple, transformé ou supprimé le régime du capitalisme.

A ces deux classes, vient s'ajouter une force, numériquement plus conséquente et qui tend, ayant trouvé et pris le chemin de l'organisation, à influencer de plus en plus les événements sociaux, économiques ou politiques. C'est la classe des propriétaires de campagnes, agriculteurs ou cultivateurs, comme ils se désignent.

Voyons d'abord sa force numérique. Le recensement de 1924, auquel je me suis déjà reporté, accusait un nombre de chefs d'établissement d'agriculture, forêts et pêches se montant à 5.017.154 personnes ; 2.541.129 hommes et 2 millions 476.025 femmes.

En face de cette formidable armée d'exploiteurs de toutes grandeurs, un chiffre de 2.839.791 salariés de la même catégorie professionnelle, respectivement 1.851.552 hommes et 988.239 femmes.

Une fois de plus, constatons l'éloquence terrible des chiffres et la singulière posture où ils placent les théories sur la lutte des classes.

Davantage, beaucoup plus de patrons ou d'indépendants que d'ouvriers !

Certes, il y a des régions s'adonnant à la grande culture — la Beauce par exemple — où les patrons sont minorité et les travailleurs la grande masse ; mais il en est d'autres où la proportion est renversée : pays de petites exploitations, viticulture, maraîchers, etc., etc. Il faut prendre cette statistique comme une moyenne étendue à toute la France.

Quand on connaît ces chiffres, on s'explique plus aisément pourquoi le syndicalisme n'a guère pu se développer au sein du prolétariat agricole, isolé, disséminé, relativement peu nombreux.

L'introduction excessivement rapide du machinisme dans l'agriculture ces dernières années, accélère encore cette disproportion. L'ouvrier agricole fuit le village pour la raison qu'il n'y trouve pas de travail régulier ; et quand il en trouve, c'est à des conditions honteuses.

Que cette évolution continue — et il n'y a pas de raison qu'elle s'arrête — et l'on ne trouvera plus dans les campagnes qu'une minorité de domestiques de ferme, quelques ouvriers « intermittents » pour les coups de feu de la moisson, de la vendange, de l'arrachage, etc., des ouvriers travaillant en équipes pour une entreprise ayant des machines — voire batteuses — et des artisans ou petits patrons pour la réparation des machines et leur entretien.

La vie au village se transforme avec une étonnante rapidité. Les solutions de la question agraire, émises il y a un demi ou même un quart de siècle, ont besoin d'être sérieusement remises sur chantier, pour une mise au point avec les conditions actuelles.

Parmi ces cinq millions de cultivateurs la majorité est composée de petits exploitants eux-mêmes. Le nombre inférieur d'ouvriers agricoles le prouve sans qu'il soit besoin d'appuyer sur cette évidence.

Beaucoup de ces petits n'ont pu se maintenir et se défendre, et surtout se mettre au niveau des procédés modernes de culture, engrangement, machines, etc... qu'en entrant dans les associations, syndicats, coopératives, etc...

Je n'ai pas le chiffre exact des adhérents aux syndicats agricoles — syndicats d'exploiteurs. Il était de 2.300.000 il y a deux ans. Il doit approcher les trois millions à l'heure actuelle. Les trois C. G. T. ouvrières réunies sont loin de ce chiffre.

Pour se rendre compte de l'importance et de l'influence de ces organisations, il suffit de savoir que c'est sous leur pression que les droits de douane ont été formidablement augmentés — 80 francs au quintal de blé, ce qui fait environ 80 centimes au kilo de pain — les frontières fermées par des mesures administratives prohibitives, des primes d'exportation accordées, des stocks irrationnels constitués avec l'argent des contribuables, des réductions d'impôts, des priviléges accordés, impôt chiffre d'affaire, coopératives agricoles, etc... Il n'est pas jusqu'aux Assurances Sociales qu'ils ne soient parvenus à faire modifier.

Gouvernements et parlements s'inclinent devant ces associations. Les politiciens de toutes nuances se précipitent en courtoisies, la bouche remplie de paroles flatteuses et mielleuses, dans toutes les assemblées, réunions, exhibitions, concours agricoles.

La coopération, certes, maintient le régime de la petite propriété, en permettant aux petits de travailler, exploiter, acheter, vendre, manifester leurs produits dans des conditions rapprochant celles des grosses exploitations.

C'est vrai... pour l'instant. Mais toute organisation qui vit et se développe, tend automatiquement à devenir tentaculaire, à tout absorber, à réduire à l'état de servants ses propres adhérents à l'avantage et au privilège de ses dirigeants, s'il n'est pas animé de l'esprit libertaire et égalitaire.

La façon d'organiser n'est pas tout. L'idée domine. Et si parfaits que soient ses statuts, une organisation peut devenir autoritaire et même esclavagiste, si ses membres ne veulent pas constamment à ce que les idées initiales ne soient pas étouffées par ceux qui dirigent.

Il se peut qu'à la suite d'évolutions successives, profitant de tous événements, les chefs des syndicats et coopératives agricoles n'arrivent à assujettir les adhérents et à les réduire à l'état de presque salariés ou de gérants. Mais ceci est de l'histoire de demain... N'anticipons pas trop pour savoir si le petit cultivateur ne sera pas garé des griffes du gros pour tomber dans le piège des dirigeants « techniciens » de ces organismes, car, fait curieux, les dits techniciens et intellectuels commencent aussi à projeter leurs tentacules dans ce milieu-là.

Le fait qui nous intéresse est que, du journalier ou du charretier misérable de l'agriculture, au gros cultivateur possesseur de centaines d'hectares, il y a là une population valide de près de huit millions de personnes, divisée, répartie en une infinité de castes, en une hiérarchie compliquée dont la base est la fortune, le nombre d'hectares, de chevaux, de machines, etc...

Aucune démarcation fixe et rigide ne peut être établie. Le monde agricole échappe à toute définition ou classification marxiste ou autre.

J'ai pu néanmoins constater, à plusieurs reprises, que l'on n'y était pas trop mal accueilli, que l'on pouvait faire comprendre nos conceptions sociales en y préchant la commune agricole, la coopération agricole à forme et esprit libertaires et que ces milieux étaient assez accessibles à notre propagande.

Le paysan de toutes catégories n'aime pas l'Etat, cette pieuvre, et se réjouit aux conceptions socialistes autoritaires. Par nature et par ambiance, il acceptera plus volontiers nos méthodes d'organisation directe des intéressés que le centralisme de certains.

Je n'ai pas la prétention d'apporter

Prestidigitation socialiste

Les partis politiques se réunissent quelquefois pour étudier les moyens susceptibles d'assurer quelques succès électoraux favorables à certains des grands hommes dont ils se composent. Inutile de rappeler que le Parti socialiste ne fait pas exception à la règle. Cette année, Bordeaux a abrité ses assises plus ou moins prolétariennes. Il y avait, certes, beaucoup à dire, il y avait davantage beaucoup à faire.

L'on a préféré parler beaucoup pour expliquer que tout vient à point à qui sait attendre et l'on a remis à plus tard les réponses attendues, parce que insuffisamment étudiées. De cette manière chacun dit ce qu'il veut dire et dans son intérêt. L'on prépare ainsi les programmes à venir. Depuis plus de quarante ans toute la tactique de propagande consiste à renforcer aux élections le nombre des élus sur des programmes où chacun a charge de développer les parties les plus avantageuses dans un éclectisme de circonstances.

C'est ainsi que depuis un demi-siècle les militants parlent de la question agraire et depuis cinquante ans le socialiste de 1930 ne sait pas davantage qu'en 1880 ce qu'il faut entendre sous ce vocable toujours discuté, jamais défini scientifiquement.

Si le peuple, les travailleurs vivent sur une équivoque quant à la question fondatrice qui englobe et domine la question agraire, la faute remonte aux... curés... de la sociale annonçant le socialisme au nom des fatalités d'une science plus spécieuse que réaliste.

Avec une pareille méthode éducative le socialisme des politiciens aboutit à une mystique de lutte électorale sans lendemain pratique, qui peut réservier bien des surprises sur l'organisation sociale entre-ville et espérée.

L'année 1930 aurait dû, mieux encore que les années précédentes, amener les leaders du socialisme à étudier sérieusement le problème foncier qui se trouvait au premier plan de la vie générale du Sud-Ouest où ils étaient réunis. J'ai lu plusieurs journaux et, sur aucun, je n'ai pu trouver la moindre allusion des congressistes à la catastrophe des inondations méridionales, ni sur la crise viticole qui met la viticulture méridionale en mauvaise posture pour la lutte avec l'Algérie pléthorique. Pourquoi un pareil silence de politiciens qui n'ignorent rien des catastrophes dont nous parlons ?

Sur ces deux points, il est difficile d'être de tous les courants, et les ordres du jour qui critiquent tout en approuvant ne sont pas faits pour rassurer. Sans entrer dans de longs développements sur les deux points signalés nous allons en dire quelques mots afin que l'on comprenne qu'ils méritent autre chose qu'un silence méprisant.

Pourquoi et comment les inondations du Sud-Ouest se sont produites ? A cette double question il m'a été répondu : « Est-il au pouvoir de quelqu'un d'empêcher les orages ? » Il y a cependant un fait certain et scientifiquement démontré, c'est que le boisement et reboulement des forêts et des collines est le meilleur régulateur des eaux et le préservatif le plus efficace contre les inondations. Eh bien ! cette entreprise ne peut être réalisée que par la société générale sur des terrains nationalisés. Qu'ont fait les socialistes sous ce rapport ? Ils se sont tus. Il ne fallait pas aborder le problème foncier. Si nous passons à la question viticole, le rôle des socialistes au Congrès de Bordeaux, en plein centre de production, nous paraît tout aussi effacé que sur la question des inondations. Ici, comme dans la sylviculture, l'évaluation individuelle du sol permet toutes les exploitations d'ordre collectif aussi bien que d'ordre particulier.

La production est entre le moins de mains possible. En Algérie, quatorze millions d'hectolitres de vin sont produits par moins de cinq cents propriétaires individuels ou collectifs avec tous les progrès de la mécanique et de la chimie. Des milliers de petits propriétaires récoltent à peine un million d'hectolitres. En France, les proportions sont moins nettes. Quoi qu'en soit, et précisément à cause de la propriété des vigneux de poche répartie dans des milliers de mains, le prix de revient du vin est bien plus élevé que dans les grandes exploitations. Ainsi, quand le petit viticulteur vend son vin quatre-vingts francs, il a peine à lier les deux bouts.

Au même prix, le gros terrien a plus de vingt francs de bénéfice par hectolitre. Les frais d'exploitation et de production sont au minimum des circonstances.

Alors que le riche devient de plus en plus riche, il en est le contraire du petit terrien, qu'il s'agisse de vin, de blé, fourrage, etc... Pendant ce temps, le Parti socialiste reste attaché à la propriété individuelle du foncier des petits propriétaires, qui les ruine.

Ainsi va le monde. Pourquoi les socialistes ne seraient pas de leur temps ? Le marxisme n'enseigne-t-il pas que les capitalistes creusent de leurs propres mains les tombes où ils seront ensevelis ? Alors... rien n'est perdu... Attendons, pendant que certains profitent... de la naïveté des électeurs et font admirablement leurs affaires.

Elie SOUBEYRAN.

Organisation et Individualisme

La Révolution Proletarienne a publié un article d'Edouard Berth, se posant la question : « Le syndicalisme révolutionnaire est-il encore possible ? » Nous y lisons ce passage, vrai assemblage d'inexactitudes et même de grossières erreurs :

L'Europe libérale et démocratique se voit bafouée et piétinée, avec une violence sauvage par ces fascistes et ces bolcheviks,

tournant en dérisoire son impuissance parlementaire, prétendant introduire la

société moderne, pour mettre fin à ses agi-

tations libertaires, dans une espèce de

camisole de force. L'Europe libérale expi-

turent ses irrémédiables péchés, se pré-

tendue démocratie n'ayant amené qu'une

dissolution sociale, se voit brutalement

éliminée par ces enfants terribles

qui lui font faire une vraie pénitence mé-

diévale et lui redressent un maître, devenu

par trop lâche et abandonné, en lui

donnant un corset de fer. Le problème

était, assurément, de sortir de l'anarchie

démocratique et de transcender l'Etat mo-

derne, expression politique adéquate de la

domination sociale de la bourgeoisie

alors que l'Etat libéral et démocratique

se haußait sur un plan où l'organi-

sation triomphait de l'individualisme.

A ce problème, le fascisme, en Italie et le

bolchevisme en Russie, ont donné une

solution brutale et purement étatiste, qui

peut sans doute convenir à ces deux pays,

plutôt encore jeunes politiquement et où

l'Etat moderne avait plus besoin d'être

créé que dépassé, mais qui, manifeste-

ment, ne saurait être adoptée telle quelle

par les trois grands peuples de l'Occident,

l'Angleterre, l'Allemagne et la France,

et dont la maturité politique et sociale est

infiniment plus avancée.

En Russie, les intellectuels qui ont con-

stitué le Parti bolchevik et trouvé en Lénine

leur homme providentiel, n'auront finale-

ment réussi, en exerçant au nom du prole-

tariat une dictature de caractère bla-

guiste, qu'à créer cette bourgeoisie qui

manquait encore et qui déroulera le

capitalisme, condition nécessaire, selon

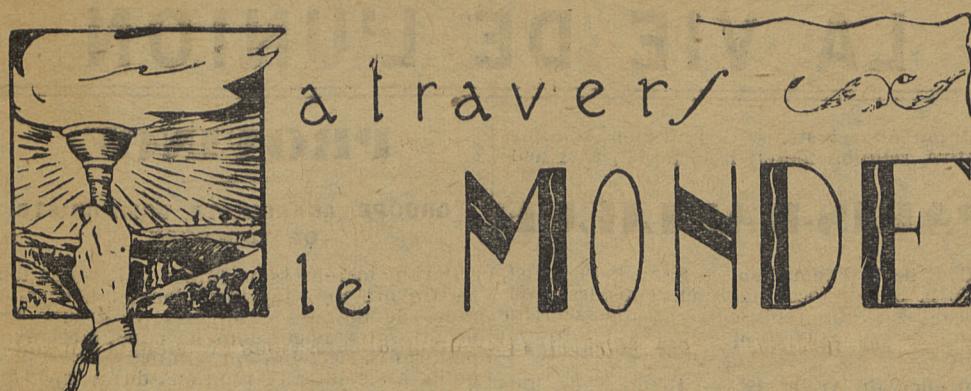
Marc, à la formation d'un prolétariat

vraiment révolutionnaire.

Chacun connaît notre antiparlementarisme de toujours et nullement occasionnel ; c'est pourquoi personne ne nous suscite d'une tendresse particulière pour les assemblées publiques, qui, d'ailleurs, n'ont été supprimées ni par Lénine, ni par Mussolini. Ils se sont bornés à les modifier dans le sens que nulle voix discorde de celle dictatoriale ne puisse s'y faire entendre. Ajoutons que si le parlementarisme s'est montré impuissant, la dictature l'est encore plus. Sans doute cette dernière est plus rapide dans le bouleversement, mais quant à créer quelque chose d'organique, de bienfaisant, de su-

périeur, nous n'avons encore rien vu de semblable.

Berth, pour qui Sorel est un génie, devrait savoir que celui-ci a vu dans l'autonomie anarchique des chefs d'industrie la raison des merveilleux progrès du capitalisme. Il ne s'agit donc pas de poursuivre le triomphe de l'organisation sur l'individualisme. Nous prétendons, au



EN TCHECOSLOVAQUIE

Crise économique

Le peuple tchèque ne vit pas, il végète. Depuis le début de cette année, la crise économique n'a fait que s'amplifier au détriment de la classe ouvrière, écrasée pourtant sous le poids d'imposés accapteurs. Les partis dits « socialistes » ne semblent pas s'en préoccuper, et font preuve d'un manque complet d'énergie. L'action des députés ressemble fort à des cautiers sur jambes de bois. Le peuple n'a rien à attendre des jongleurs du Parlement. Les communistes parlent beaucoup de lutte, mais ne disent pas de quelle manière. De temps en temps, les adhérents du P. G. sont victimes de provocations et succombent sous les matraques policières. Les dirigeants communistes en portent la sanglante responsabilité. Seul, le mouvement syndicaliste a fait preuve de quelque courage et de quelque indépendance. Mais il n'est pas évident de la masse intoxiquée par les partis politiques. On avait cru que la rationalisation économique aurait pour effet une diminution du temps de travail, mais il n'en a rien été, la loi de huit heures reste lettre morte. Les socialistes menacent les hommes avec de belles phrases. Combien de temps encore le peuple se laissera-t-il dupper ?

La question du chômage ne peut être résolue par la fusillade des chômeurs, comme le fait s'est produit récemment en plusieurs endroits. Il nous faut engager le combat pour l'augmentation des salaires et la diminution simultanée des heures de travail. Et pour cela, il n'existe qu'un moyen : à lutter ! encore et toujours !

Il ne faut pas se dissimuler que c'est difficile. La répression sévit, la censure se fait de plus en plus provocante. Elle ne se fait pas seulement valoir pour la presse communiste et anarchiste, mais les journaux et revues de toutes tendances d'avant-garde paraissent avec des blancs ; même les communications dépourvues de tout caractère politique écopent parfois. La « Société Tchècoslovaque contre la Censure » a publié des noms d'écrivains contre qui s'exerce la censure. Parmi eux se trouvent, d'ami d'autres personnalités plus ou moins éminentes de l'intérieur et de l'étranger, l'ancien président de la République Masaryk et le grand poète de la liberté tchèque du siècle dernier, Havlíček.

Les douaniers de Prague ont également ces derniers temps, interdit à plusieurs reprises de la lecture de gauche, parmi laquelle un roman de Tolstoï et un ouvrage de Barbusse : « Faits Divers ».

Contre le fascisme, accomplissons l'unanimité de tous les hommes de bonne volonté, en faisant bien comprendre que la libération n'est possible qu'à la condition de supprimer le pouvoir politique, instrument pépétuel d'oppression.

EN HOLLANDE

La misère des travailleurs agricoles

Les 400.000 ouvriers agricoles de Hollande ont un salaire moyen extraordinairement bas. D'après une statistique récente, la moyenne n'est que de 20 florins par semaine. Il y a lieu de remarquer que la conversion en monnaie française n'est pas automatique, car la valeur d'achat du florin, dans beaucoup de régions, ne dépasse pas 5 à 6 francs. Les salaires les plus bas se montent à 15 florins, les plus élevés à 25 florins. Ces chiffres montrent que les salaires sont loin d'atteindre le minimum vital. Les revendications des syndicats demandent que le salaire ne puisse pas être inférieur à 20 florins.

EN SUISSE

L'internationale de sang

Nous extrayons d'un organe socialiste suisse l'information suivante qui montre que le capital ne voit dans la guerre qu'une affaire fructueuse :

« L'Union des Banques Suisses, la Ban-

que Commerciale de Bâle, l'Union Financière de Genève, la Banque Fédérale, Lew et C°, la Société de Banque Suisse et le Comptoir d'Escompte de Genève envoient à leurs clients un prospectus à remplir pour la « Fabrique Nationale d'Armes de Guerre » de Herstal-lez-Liège, une des plus grosses fabriques de munitions d'Europe, fondée avec un capital par actions de 20 millions de francs belges et disposant à l'heure actuelle de plus de 105 millions de francs belges. Cette manufacture d'armes demande 15 millions de francs suisses (75 millions de francs français) et promet un intérêt de 6,5 %.

Et si l'on s'est trouvé des banquiers suisses pour vouloir trouver dans le pays ces 75 millions destinés à un but si « noble », Nul doute que les capitalistes suisses ne fournissent ces 75 millions de francs.

L'emprunt des banquiers suisses a mobilisé les capitaux suisses pour l'International des Industries de guerre mondialement, pourquoi ces gens travaillent de toute leur influence contre la paix, pour une nouvelle guerre sanglante faite pour le seul profit d'une petite minorité.

EN ROUMANIE

Mœurs pénitentiaires

L'arrivée au trône du prince-ivrogne Carol a donné lieu, dans la presse à une explosion d'épithètes laudatives. A grand tam-tam, on vient d'annoncer une amnistie soi-disant « générale ».

Or, les révolutionnaires de toutes tendances, enfermés dans des geôles roumaines n'ont pas vu améliorer leur sort. L'annonce suivante, extraite d'un journal gouvernemental, montre bien ce qu'il faut penser du régime.

Chaque vendredi, entre 13 et 18 heures dans la salle 24 de la prison des femmes, peuvent assister les personnes suivantes aux châtiments corporels subis par les incarcérés : 1° Les personnes de sexe féminin qui disposent d'un laissez-passer établi par la direction de la prison ; 2° les femmes médecins, de nationalité roumaine. L'entrée est interdite aux femmes et jeunes filles en dessous de 16 ans.

Il est inutile d'ajouter quoi que ce soit à ce document de civilisation provenant du pays de la « Marie sanglante ».

Voilà d'autre part, le récit d'un scandale survenu dans une prison.

Devant le tribunal de Temesvar devait comparître l'ancien directeur de prison Loupescu et deux de ses employés, le médecin de prison Selejanu et le bourreau du même nom. Ils sont accusés d'avoir, pour l'argent, transféré des prisonniers valides à l'infirmier de la prison. En plus de cela Loupescu a détourné des vivres, etc. La proposition des défenseurs d'appliquer l'amnistie à ces délit fut repoussée. Mais comme sur les 77 témoins, seulement 36 avaient paru, le jugement fut ajourné.

Tout commentaire est inutile.

Souscription Machno

Boucher 10 fr. : Groupe Anarchiste de Prest versé par Le Baum 75 fr. ; Groupe d'Action Anarchiste de Marseille 25 fr. souscription reçue à « l'Emancipateur » versée par Mattart, 17 fr. 75 ; J. B. Davy 10 fr. ; E. G. Dupré 10 fr. ; Dominique Bodin 10 fr. ; Mazzera Léger 5 fr. ; Paul Faure à Montréal, 37 fr. 50 ; Journe, Lyon 15 fr. ; Groupe E. Reclus, de Narbonne, versé par Rastoul 12 fr. ; Mort à tout régime autoritaire 5 fr. ; Marine Hinoff 5 fr. ; quelques camarades de Saint-Henri 10 fr. ; Amédée 10 fr. ; Bernard 5 fr. ; X 5 fr.

Total de la présente liste : 261 fr. 25. En caisse au 1er juin : 499 fr. 90, soit au total 761 fr. 10.

Dépenses : Versé à Machno 500 francs, + 4 fr. 50 (correspondance) 504 fr. 50.

En caisse au 1er juillet : 761 fr. 10 — 504 fr. 50 = 256 fr. 60.

LA VOIX DE PROVINCE

COURSAN

Les Assurances sociales

Nous voilà assujettis à cette nouvelle loi obligatoire. Nous pourrions dire, et c'est ce que certains se sont dit, une de plus ou une de moins, la roue marchera quand même.

Il faut dire aussi que, jusqu'à ce jour, nous nous étions fort peu occupés de cette loi qui doit apporter tant de bienfaits à l'ouvrier. En général, toutes les diverses catégories de métiers sont lésées ; mais ceux qui, à nos yeux, le sont encore davantage, ce sont les ouvriers agricoles. En effet, pour cette catégorie de travailleurs, un autre dispositif a été pris.

Ils seront tenus de verser 3 francs par semaine (ce qui, à prime abord, ne paraît pas énorme) ; mais quand on arrive à l'article 75 de cette loi, nous voyons que, pour avoir droit aux risques-maladie, la maternité et le décès, il faut adhérer à une société de secours mutuels où la cotisation ne pourra pas être moindre de 5 francs par mois. Et il est tout évident que si vous n'adhérez pas à une de ces sociétés ci-dessus, vous ne percevrez aucun dédommagement pour ces risques.

Les versements hebdomadaires ne serviront que pour la retraite-vieillesse.

Nous devons protester contre de tels procédés ; le Syndicat des Cultivateurs a déjà pris position. Nous sommes certes pour le principe d'Assurances sociales ; mais nous tenons à faire entendre notre voix afin de supprimer ou de combler ces lacunes. Pour cela, tous les ouvriers doivent rejoindre notre Syndicat autonome ; ce n'est que si nous sommes nombreux que nous obtiendrons un résultat.

Une escroquerie

Il y a des gens qui ne se sentent guère embarrassés quand il sagit de récupérer de l'argent.

Nous avons, dans notre bonne ville, une société de foot-ball qui, pour refaire sa dette, a lancé une tombola à 1 franc le billet. 10.000 de ces derniers ont été vendus, ce qui fait déjà une coquette somme, si l'on tient compte que la presse totale des lots ont été fournis par les commerçants. Ah ! ils faisaient bien, exposés dans une salle ou suspendus à une vitrine ces divers lots, tant et si bien que chacun en achetant un billet était presque sûr de gagner.

Quelle ne fut pas leur stupéfaction quand on vit le tirage de cette tombola finir assez prématûrement !

Les plus gros légitimes de cette firme (car il y a aussi des ouvriers) ne trouvèrent rien de mieux que de garder le restant pour soi-disant la prochaine fois.

Cela ne nous émeut guère et nous n'avons pas l'intention, en écrivant cet article, de désigner ces gens-là à la justice, notre pensée est bien loin de là. Nous demandons seulement aux ouvriers qui font partie de ce Comité directeur et qui, eux-mêmes, se sont indignés contre de pareils procédés, s'ils vont continuer de collaborer avec des gens pour qui la pudeur est le moindre de leurs soucis. La parole est à eux.

TOULOUSE

Grève du Bâtiment

La grève du Bâtiment à Toulouse est terminée ce jour 28 juin, sauf pour les menuisiers et tailleurs de pierre, qui sont décidés à lutter jusqu'à satisfaction complète dans leurs revendications.

Quant aux autres corporations, Maçons, Terrassiers, Manœuvre, Peintres, Plâtriers, c'est la fin avec un échec complet, car, le Syndicat patronal n'a pas voulu reprendre contact avec les ouvriers, la discussion ayant été rompue du fait de la grève. Je dis échec complet me plaçant au point de vue syndical, car si certains patrons ont accordé les 5 fr. demandés, au point de vue syndical ce n'est pas une victoire, mais un véritable échec, car les Syndicats engagés dans la lutte n'ont rien obtenu de ce qu'ils demandaient, 5 fr. et 4,50 de l'heure, vacances payées, et délégués à la sécurité et à l'hygiène.

Le mouvement s'est terminé, sauf pour les deux corporations déjà citées, petit à petit, faite de combattants, les grévistes reprenant le travail, quelques-uns le lundi, d'autres les jours suivants, pour en arriver au vendredi 27, qu'il y a été un nombre régime, ce qui a fait décider la reprise du travail pour le lundi 30 juin.

Je dis nombre infime, ce qui ne veut pas dire que les grévistes n'étaient que 50, comme le prétend « La Voix des Travailleurs », des cocos, qui n'hésitent pas à amoindrir un mouvement, quand'ils ne peuvent ou le diriger ou le démolir.

Ils ont tout de même atteint en partie leur

but dès le début, c'est eux qui ont semé la défiance parmi les travailleurs en grève, et tout ce qu'ils ont écrit, dans « La Voix des Meneurs Appointés » de cette semaine, peut exactement s'appliquer à eux.

Dans ce mouvement l'échec est dû à plusieurs causes qui me paraissent primordiales et logiques :

1° Mouvement engagé avec des inorganisés, a peine 150 syndiqués sur 2.000 à 3.000 grévistes.

2° Manœuvres des cocos unitaires qui, ne pouvant en prendre les directives, travaillent à la désagréger par la parole et l'écrit en portant des critiques imbeciles et vides de sens.

3° Manque d'énergie et de combativité de l'élément syndiqué au début du mouvement.

Cet échec devra servir de leçon pour l'avenir. Il ne faudra plus engager de luttes sans être organisés, et si l'y a lutte, confiez ceaux-ci devront être préparées et étudiées méthodiquement avant de s'y engager, il faut aussi s'organiser dans tout mouvement sur les bases syndicales, avoir des délégués de chaque chantier un peu importants.

En général, les ouvriers vont reprendre le travail avec les conditions de l'ancien contrat, sauf chez les quelques patrons qui ont signé, et, comme il va y avoir l'application des Assurances sociales, cela sera une diminution des salaires en fait, ce qui signifie qu'obligatoirement, il faudra en remettre un coup sous peu, ou bien servir un peu plus le ceinture.

Les ouvriers conscients, mais un peu indifférents, le comprennent très bien, et je crois que cela pourra apporter des adhésions aux divers syndicats, je le souhaite pour le bien de tous les exploitants, sans cela gare à la laisser-aller.

En terminant, j'apprécie les travailleurs résistants dans la lutte parce que se sentant les coudes et leur dis : « Courage ! Si vous tenez vous serez vainqueurs et moralement vous aurez la dignité des travailleurs qui n'ont pas eu le courage de tenir ce qu'ils avaient décidé, la grève... »

ASTRUC.

A. TRICHEUX.

ALGER

Tardieu s'assure si la paix est bien morte, avant de la cueillir

Le 14 juillet, on va, paraît-il, donner aux parisiens la même représentation théâtrale que nous avons eue, il y a quelque temps, ici, sur le Centenaire de l'Algérie. Il y aura défilé des troupes d'Afrique en costume de 1830 avec trompettes, drapeaux et tout ce qui s'ensuit. Pour répéter ce que dit « l'Echo d'Algier », les parisiens qui « n'ont pas eu la bonne fortune d'assister aux fêtes du Centenaire aux côtés du Président de la République, pourront admirer, etc., cette belle comédie militaire, ou bien le défilé organisé pour la « joie » des parisiens.

Tardieu veut savoir ce qu'il trouvera à Paris pour répondre à sa représentation. Il veut voir à qui il aura à faire. Cela c'est le travail de préparation de son trône ; il n'y aura plus, alors, qu'à attendre la venue du fascisme. Il tâte sur tous les terrains. Ici, un meeting devait avoir lieu samedi 21, contre la répression et pour l'amnistie des emprisonnés pour délits politiques, à la Bourse du Travail, la police est arrivée et a interdit ce meeting. Les organisateurs de la réunion avaient donc décidé, sur-le-champ, que la causerie se ferait tout de même, dans un café. La police ne fit pas tolérée ; menaçant le patron de lui faire fermer sa boutique s'il laissait faire le réunion chez lui.

Comme les camarades peuvent le voir, la police se permet bien des choses à Alger. Le mot de liberté même pris dans le sens étroit qu'on lui donne ordinairement, n'est qu'un vain mot inscrit sur les frontispices des monuments, il n'est pas permis de toucher à la toute puissance du dominant actuel : le policier.

A attendre la mascarade du 14 juillet, j'affirme que la grande masse du peuple ne tolérera pas qu'on se flétrisse d'elle à ce point avec son argent.

NOTA. — Une erreur s'est glissée dans la dernière chronique, il faut lire : Les bonnes indigènes sont payées 50 et 100 francs de moins que les bonnes européennes.

(gras garçon bête à la moustache épaisse) dans quelque fabrique de cuire où vous voyez paraître votre frère, toujours idiot, mais riche, toujours mûr, mais pouvant donner des ordres, qui avance sa tête, mal débouillée, au guichet des commandes et mal évidemment :

— Monsieur... je voudrais un peu de sucre,

— Petit vieux, fait l'employé, ici, on ne prend pas le sucre au kilo, mais par wagon.

— Eh bien, répond le « petit vieux », envoyez-moi trois wagons. Je suis..., l'épicier en gros de Stéphane.

— A vos ordres !

Le bel employé jette sa cigarette et prend la position militaire devant le mûr que l'ignorant.

N'est-ce pas quotidiennement et tristement humain ?

Un seul reproche : Istrati, faisant parler un interlocuteur, lui fait dire sur les anarchistes des bourses telles qu'on en vient à douter de l'intelligence de celui qui les écrit.

Que Panait Istrati se donne la peine d'étudier notre doctrine et il se fera peut-être une autre idée de notre philosophie, et cela lui évitera de dire qu'un jour les anarchistes seront appelés au pouvoir et formeront un gouvernement.

Et c'est vraiment dommage qu'il y ait ces quatre pages-là parce que tout le reste du livre est splendidement écrit et d'une lecture non seulement agréable, mais propre à la méditation — si nécessaire aux hommes d'action.

Louis LOREAL.

(1) « Les Hommes dans la Prison » (éd. Rieder), 1 vol. : 15 francs.

Il y a des pages émouvantes et ceux

qui ne sont pas au courant de ce qui se passe dans les ergastules pourront peut-être crier à l'invisibilisable. Pourtant, Victor Serge n'a pas tout dit. Il se passe dans les prisons des choses

TRIBUNE SYNDICALE

AUTONOMES

Chez les Travailleurs de la Pierre

Il y a loin de la coupe aux lèvres

Notre Syndicat est dans l'autonomie depuis bientôt 5 ans. Depuis cette époque aucune influence politique n'a eu de prise sur lui et il ne s'en porte que mieux. Nous groupons un nombre important de nos corporants, ce qui est très rare chez les Unitaires ; notre caisse est assez bien garnie, ce que l'on ne voit jamais chez eux. L'influence que possède notre organisation lui a permis de faire obtenir à nos corporants, dans ces dernières années, des avantages vraiment appréciables. Mais tout cela ne compte pas car nous ne sommes pas dans la ligne.

Il faut être dans la ligne, quels qu'en soient les résultats.

Aussi, à cet effet, la fraction bolchevik que nous avons l'honneur de posséder a-t-elle décidé notre adhésion à la C. G. T. U. Nous avons, parait-il, besoin d'être fécondées par les puissants stratagèmes de la Grange Alimentaire et du Bolchevisme intégral. Qu'importe que notre Syndicat se brise, il n'en sont pas à un syndicat près. Il vaut mieux être 150 bien décidés que 1.500 qui ne le sont pas, crient-ils à tous les échos.

En bien, ce n'est pas notre avis et, sur ce point comme sur bien d'autres, nous ne sommes pas d'accord et nous ne le serons certainement jamais.

Nous sommes pour un Syndicat fort et nombreux, vous, cela vous est indifférent ; peu importe le nombre, pourvu que vous régniez, ne serait-ce que sur des ruines. Cela vous suffit.

Nous sommes contre les grèves politiques et cela est infiniment regrettable, car elles donnent des résultats vraiment méveilleux.

Nous sommes pour la plus entière liberté d'expression, ce qui vous ne pouvez tolérer à vos adversaires.

Nous voulons entre nous, dans la discussion et partout, de la courtoisie et de la politesse, ce que vous ignorez.

Nous voulons prendre nos décisions en commun dans nos assemblées générales et après une large discussion, alors que vous, vous aimez beaucoup obéir aux mots d'ordre des gens qui n'ont rien de commun avec les prolos.

Nous rejetons la dictature et l'obéissance passive, alors que vous, vous l'adorez.

Aussi que la fraction bolchevique des travailleurs de la Pierre soit bien persuadée que notre Syndicat n'ira jamais à la C. G. T. U., quoi qu'elle fasse. Vous vous donnez bien du mal et bien des tracas pour rien, camarades bolcheviks ; vous ne serez jamais récompensés de vos peines et il ne faut jamais prendre ses désirs pour des réalités et souvenez-vous du proverbe : Il y a loin de la coupe aux lèvres.

COURTINAT.

C. G. T. S. R.

Semblant de satisfaction

Les camarades du bâtiment n'oublient pas la campagne, souvent violente, que nous avons menée sur les chantiers, dans nos journaux corporatifs et dans le « Lib. » en faveur des délégués à la sécurité.

En général, les accidents sont imputables à l'incurie des chefs d'entreprises qui ne prennent pas les précautions voulues pour éviter tout accident.

Rien que l'autre semaine, deux effondrements et trois autres accidents d'une grande gravité ont alimenté la rubrique « accidents de travail ».

Cela se détermine par une demi-douzaine de morts et une quinzaine de blessés. Encore nous faudrait-il pouvoir tenir compte de tous les accidents graves qui, pour les besoins de la cause capitaliste et bourgeoisie, ne sont pas livrés à l'opinion publique, et ils sont nombreux.

Depuis la base jusqu'au fait du bâtiment en construction, les travailleurs sont exposés à être les victimes de ceux qui les exploitent et qui, qu'on le veuille ou non, se moquent des plus élémentaires mesures de sécurité vis-à-vis du personnel qu'ils emploient.

Nous croyons savoir que cette campagne vient d'avoir un aboutissant, puisqu'aussi bien la bonne ville de Paris vient de décider, paraît-il, qu'elle conserverait le contrôle de ses constructions d'immeubles à un organisme qualifié...

Si, en effet, les Syndicats ouvriers du Bâtiment sont consultés pour dire leur mot sur cette importante question, il reste à savoir de quelle façon, c'est-à-dire par quel « processus » les délégués seront nommés ou... plus simplement agréés.

En effet, la réalité veut, qu'en l'occurrence, les puissances d'argent sont moralement agissantes sur certaines mentalités et lorsqu'il s'agit de délégations officielles et... complètes ; nous n'avons pas oublié que des militants autrefois étaient suspendus aux pieds de bâches ministérielles pour assurer la représentation ouvrière.

Si c'est une pareille caricature d'organisme que la bonne ville de Paris veut mettre debout pour se décharger d'un fardeau et se mettre à couvert de responsabilités, nous dénonçons à l'avance son efficacité et alors, en cette circonstance, le remède seraït pire que la plaie ?

Quoi qu'il en soit, nous aurons à dire notre mot sur cette importante question, que nous voulons nationale, et nous espérons bien que, bien qu'évincés comme quantité négligeable et aussi comme trop révolutionnaires, des échos nous en parviendront dont nous nous servirons pour notre propagande.

D'ores et déjà, il ne peut être question que « ces » délégués seront rétribués par les « puissances occultes proprio-patronymiques » ; en ce cas, les travailleurs de notre industrie ne seraient aucunement mis à l'abri d'accidents, les syndicats intéressés n'ayant aucun pouvoir sur le délégué, et alors nous nous dresserions contre une méthode qui ne correspondrait à rien.

Le syndicalisme que nous défendons n'est pas un syndicalisme d'Etat et nous veillerons à ce que cette revendication ne soit pas ravalée à une domesticité.

Nous sommes avertis ; nous saurons faire faire les appétits.

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

LA MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE L'ESCRUQUERIE SOCIALE

Nos exploiteurs sont des gens dont l'équivoque n'en est plus à nous surprendre. Exemple : Grands patriotes et nationalistes, ils sont aussi internationalistes par les tractations qu'ils ont passées avec les organisations pays étrangers.

La Pologne, la Roumanie, le Portugal, l'Italie à Muñoz, sont les principaux réservoirs où ils vont puiser le bétail humain.

Des chantiers entiers du Bâtiment, taille de pierre, ravalement, ciment, peinture, sont composés de ces malheureux et lorsqu'on essaie de les organiser, le patronat avertit la police.

On sait avec quelle amérité celle-ci agit en empêchant, par arrestations, les militants d'organiser leurs camarades étrangers. De cette façon, les exploiteurs jouent sur le travail en faisant faire de longues journées et en payant des salaires de l'usine,

Cette situation ne peut s'expliquer. Si les Pouvoirs Publics sont impuissants à réagir et de ce fait, se font les complices de la crise économique actuelle, il nous restera qu'à agir sur le tas avec énergie.

De même en ce qui concerne l'escroquerie, cela ne va pas tout seul et nous n'arrêterons pas le courant d'agitation qui se manifeste en ce moment, bien loin de là, nous l'entendrons pour, au contraire, l'amplifier.

Faudra-t-il donc d'autres avertissements au Nogokiste ?...

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

SECTION ESPAGNOLE DE LA C. C. T. S. R. CUADROS SINDICALES

Tous les camarades appartenant aux « Cuadros Sindicales », sont invités à assister à la réunion générale qui aura lieu le mercredi 16 juillet, à 8 heures du soir, à l'endroit habillé.

Dans le S. U. B.

Cimentiers, Maçons d'Art et aides. — Réunion de la Section le dimanche 13 juillet, à 9 heures du matin. Petite salle des Grèves, Bourse du Travail.

Maçonnerie, Pierre. — Soyez tous présents à la réunion qui se tiendra le dimanche 13 juillet, à 9 heures du matin, salle de Commission, 1^{re} étage, Bourse du Travail.

Camarades, N'oubliez pas que l'Assemblée générale du S. U. B. aura lieu le jeudi 17 juillet, à 17 h. 30, Bourse du Travail.

Ire UNION REGIONALE Syndicat Général des Travailleurs de l'Ameublement

Appel à tous les travailleurs syndicalistes-fédéralistes de l'ameublement.

Camarades ébénistes, sculpteurs, menuisiers en siège, vernisseurs, tapissiers, tourneurs sur bois, etc., vous êtes invités à venir donner votre adhésion à notre nouveau syndicat.

Une permanence a lieu au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, salle Vigier, tous les mardis de chaque semaine, de 6 h. à 7 h. du soir, et le dimanche matin, de 10 h. à midi.

Un camarade sera à votre disposition pour tous les renseignements.

Pour le Bureau : Ernest HERMANN.

La souscription au livre écrit par notre camarade Pierre BESNARD, « Les syndicats ouvriers et la révolution sociale » donne de bons résultats.

En outre, des personnalités du mouvement syndical de l'extérieur, nos organisations s'efforcent de rechercher des souscripteurs.

C'est ainsi que le S. U. B. de Lyon s'est inscrit pour 10 livres, l'U. G. L. d'Argenteuil pour 20, les camarades de Thiers pour 6, le groupe des Amis du « Combat » de Limoges pour 20, les coiffeurs de la Seine pour 9, etc. etc.

Est-ce à dire que cela est suffisant ? Non, il est absolument indispensable que nous réalisions les 500 souscripteurs au plus tôt, afin de commencer le tirage. Il est donc indispensable que tous nos amis fassent un gros effort afin d'atteindre au plus tôt notre objectif.

On soucriera au S. U. B., Bureau 30, 4^e étage, Bourse du Travail, aux heures de permanence.

A la vieille Fédération du Bâtiment, 33 rue Grange-aux-Belles.

Par la poste au chèque postal Paris C/C 144143, M. JUHEL Eugène, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (X^e). Le Bureau Confédéral.

C. G. T.

TERRASSIERS

Réunion du Conseil, vendredi 11 juillet, au siège.

UNE REPONSE DE LE PEN

Nous avons reçu, trop tard pour insérer, en réponse aux questions qui lui ont été posées, un article du camarade Le Pen. Nous le publierons dans le prochain numéro.

Anarchistes

Syndicalistes

Révolutionnaires

Avez-vous pensé à soutenir Le Libertaire ? Il ne vit que par vous et pour vous.

BLUFF...

J'ai reçu une revue éditée par l'homme aux pneus de Clermont-Ferrand, le titre est : *Prosperité*, significatif pour le patron, l'est-il pour les salariés ?

Afin d'avoir un meilleur rendement, une diminution de main-d'œuvre en évitant les gestes inutiles, en trente-deux pages magnifiquement imprimeries et présentées, on y explique le chronométrage du travail.

C'est parfait, scientifique, ingénieux pour un plus grand repos des capitalistes-actionnaires de l'usine.

Mais ce qu'il en ressort du spécialisme arrivé à la méthode Taylor, à la standardisation, à la rationalisation, c'est qu'il déprime, abrute et enlève toute initiative à l'ouvrier qui devient une machine dans les machines.

Progressé évident pour arriver dans un minimum de temps à une plus forte production, avec un bon résultat de perfectionnement dans les objets produits.

Je l'ai dit, aujourd'hui ces progrès ne profitent qu'aux capitalistes, propriétaires des firmes, ateliers, manufactures, etc. Comme avant, le travailleur est tenu à l'usine, attentif, harcelé pendant sept, huit heures, quelquefois plus longtemps, malgré la fanfare et l'émolliente Loi. Il s'use aussi vite qu'avec l'ancien système, automatique il s'abîte et s'animalise.

Le système standard chronométrique pourrait être un bienfait pour l'ouvrier et pour la collectivité, par l'effet d'une intensive production. Pour cela il faudrait que le travailleur n'y fut contraint et volontairement, par solidarité nécessaire qu'une ou deux heures par jour.

Tout est là. Mais est-ce possible dans une société capitaliste ou l'égoïsme est roi, où le travail abrutissant incombe à ceux qui ne possèdent rien ?

Les progrès ne profitent à tous que quand l'argent (Veau d'Or) aura disparu comme valeur qui s'accapare, quand la Finance sera morte et avec elle l'Etat, mythe conservateur du passé et oppresseur des idées nouvelles, génératrices de Vérité.

Alors, seulement, les producteurs intéressés se partageront la besogne, il y aura invariablement surproduction en travaillant pour le commun quelques heures par jour. Mais alors il n'y aura plus de iniqueurs : banquiers, bourgeois, magistrats, députés, militaires, employés administratifs inutiles, etc.

Dans le régime actuel, les inventions et les nouveautés ne profitent qu'à la caste capitaliste. Le travailleur est forcément le gueux qui fait tout et n'a pas son nécessaire.

L. G.

Canailles, coquins et Cie

Il y a quelques années, les valeureux adeptes de la III^e Internationale — avec la complicité et le concours actif de la police — langaient à l'assaut de la Coopérative « La Famille Nouvelle », une remarquable équipe de malandrins, d'escarpes et de chourinaires, sous l'habile direction du célèbre Henri.

Les coopérateurs hérétiques et leurs complices anarchistes furent expulsés sans ménagement.

Maitres du terrain, les décerveleurs mosquetaires, imitant en cela nos grands colonisateurs (!!!), organisèrent une brillante razzia. Tous les postes grassement rétribués furent l'apanage de loups-méprisants aux idées contestées et indécises, mais aux dents longues et à l'estomac solide. « L'Humanité » célébra comme il convenait cette éclatante victoire, dont le souvenir s'estompe peu à peu dans l'esprit des foules.

Bruquement « La Famille Nouvelle » est, aujourd'hui, le théâtre de nouveaux combats.

— La horde de ruffians et de maltafaires qui se sont emparés s'est scindée en deux tronçons, Communistes orthodoxes et « popistes » se livrent une lutte ardente et burlesque.

Amis d'hier, frères en ignominie et en basse, solidaires dans le vol et la rapine, ils usent, aujourd'hui, de tous les moyens pour s'emparer ou conserver un riche butin tant envie.

Malgré leur jactance et leur superbe, les popistes sont, dès les premières escarmouches, fort mal en point.

Les « stalinistes intégraux » ayant la majorité, s'emparent de les exclure de la Coopérative comme des vulgaires anarchophiles-provocateurs.

Quelle déchéance pour des politiciens qui se respectent ! Quel coup dur !

Ne pouvant rester impassibles devant un tel outrage à leur dignité (?) Seller, Garcier et consorts rutilent, vitupèrent, crient au scandale, à la trahison, à la spoliation et en appellent... à la classe ouvrière.

Quels aigrefins ! Ont-ils perdu toute pudeur ? De quoi se plaignent-ils ?

Etant communistes orthodoxes n'ont-ils point approuvé — que disje — acclamé la manœuvre ignoble qui permit aux spadassins du cynique Henri de s'éparpeler de « La campagne de calomnie dirigée contre d'excellents camarades — beaucoup plus propres qu'eux à tous points de vue ?

Croyent-ils que tous leurs méfaits sont oubliés ? Qu'ils se détroussent ! Les anarchistes se chargent de rappeler aux prolétaires ce que cachent les belles formules de ces coquins : « Palmodies, fourberie, félonie ».

La classe ouvrière ne saurait — sans déchoir — prendre position pour l'un des clans en présence. — Car, au fond, peu lui chaut. — Les rippons se disputent, s'insultent se défont. — Bonne aubaine ! Glanons précieusement les aveux qui s'échappent au cours de ces polémiques acerbes.

Il nous aideront à confondre et à démasquer tous ces forbans de la politique qui se gaussent et se repaissent des larmes et de la misère du peuple.